

Les enjeux du conflit sur le SDRIF **(Schéma Directeur de la Région Ile-de-France)**



Débat organisé par le groupe CACR
Jeudi 22 novembre 2007
Hémicycle du Conseil régional d'Ile-de-France

Sommaire

L'assemblée d'élu-e-s et de militant-e-s que nous avons organisée le 22 novembre a été un moment important de mobilisation et de débat pour mettre en échec l'offensive de la droite contre le SDRIF. Dans ce conflit, la droite veut vider de leur contenu les orientations novatrices du schéma directeur élaboré durant 30 mois sous la responsabilité du Conseil régional.

Ce document rassemble un certain nombre d'interventions faites lors de cette rencontre. La complémentarité des expériences et des points de vue exprimés nous a semblé présenter suffisamment d'intérêt pour justifier une telle publication. On y trouve une analyse des orientations et des enjeux du SDRIF qui conforte et enrichit notre propre appréciation. On y trouve aussi l'expression de réflexions sur la vision du devenir de la Région.

Ces interventions confirment l'importance de l'affrontement actuel avec la droite et les potentialités d'un travail commun pour définir et enrichir un projet progressiste.

Accueil par Gabriel Massou, président du groupe CACR.	4
Introduction de François Labroille, conseiller régional d'Ile-de-France	5
Intervention de Pierre Gosnat, député maire de d'Ivry-sur-Seine.....	7
Intervention d'Eliane Assassi, sénatrice.....	9
Intervention de Patrick Jarry, maire de Nanterre (92).....	10
Intervention de Catherine Couturier, maire-adjointe de Limay (78)	14
Intervention de Pierre Mansat, maire-adjoint de Paris.....	15
Intervention de François Labroille.....	18
Le mot de la fin par Gabriel Massou.....	19

Accueil par Gabriel Massou, président du groupe CACR.

Mesdames, Messieurs,
Chers collègues, chers amis,
Bienvenue.

Depuis plus de trente mois nous travaillons sur la révision du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France.

Certains d'entre-vous ont déjà participé ici dans le cadre de son élaboration à des réunions, c'est un processus qui a pris du temps, de la réflexion, qui a associé beaucoup de monde.

Nous en sommes à la phase où le Conseil régional a adopté ce projet de Schéma Directeur d'Ile-de-France. Il est soumis à l'enquête publique jusqu'au 8 décembre.

Mais depuis fin juin, début juillet, évidemment nous sommes dans une confrontation très dure avec la droite régionale. Confrontation qui a été lancée lors du discours du Président de la République à Roissy.

Il y a évidemment sur le contenu de ce schéma directeur des divergences lourdes sur le devenir de notre région. Je ne veux pas insister beaucoup sur le contenu, c'est François qui y reviendra.

Mais il nous a semblé important de faire cette réunion, pourquoi ?

Parce que dans les collectivités, il y a des expressions multiples qui sont en train de se faire, soit sur un contenu qui combat le SDRIF, c'est notamment le cas dans toutes les collectivités que la droite dirige, puisqu'il y a eu une coordination régionale impulsée par le Président du groupe UMP, qui est maintenant Ministre des relations avec le Parlement, Roger Karoutchi, qui fait beaucoup de réunions dans les départements et qui mobilise fortement l'ensemble des élus de droite dans les villes, et il y a de nombreuses délibérations qui sont adoptées. Délibérations toutes similaires, en général.

Il y a évidemment aussi beaucoup de réactions parmi les élus de gauche, des collectivités elles-mêmes sont engagées dans ce débat-là, adoptent des délibérations, des vœux, des résolutions, bref, tous les moyens possibles pour donner leur opinion, pas pour approuver bêtement le SDRIF dans son contenu tel qu'il est, puisque nous ne sommes pas non plus dans cette logique, mais pour donner leur opinion et essayer de faire qu'à l'arrivée la vie du SDRIF se poursuive.

Donc, il nous a semblé important que toutes ces expressions dans les collectivités diverses de notre région trouvent à un moment donné une expression plus forte régionalement, et donc le groupe a décidé de mettre à disposition cette initiative aux élus, aux militants, qui sont engagés dans cette bataille et qui ont soit produit des actes déjà, soit qui veulent d'ici le 8 décembre en produire.

Le 8 décembre ce ne sera pas la fin de l'ensemble du processus, mais ça compte quand même ce qui se passe d'ici le 8 décembre. C'est dans ce cadre-là que se tient cette initiative régionale.

Nous remercions évidemment les élus et les militants qui sont présents, parce que je vois dans la salle des élus, mais aussi des militants syndicaux, associatifs, multiples, dans la diversité des préoccupations, ils auront évidemment l'occasion de prendre la parole.

Je remercie les journalistes qui sont présents, puisque évidemment nous le faisons aussi pour avoir une expression publique lisible sur ces questions-là.

Nous avons donc annoncé la participation de ceux qui sont à la tribune, mais nous allons être dans un déroulé qui marie expression de la salle et la tribune, nous sommes tous à égalité, puisque nous

sommes tous engagés dans cette phase de mettre en échec l'offensive de la droite contre le SDRIF.

A la tribune, je présente, Pierre Gosnat, qui est député-maire d'Ivry, bien connu, qui a été brillamment élu Député il n'y a pas très longtemps, qui a longuement siégé ici, donc il connaît parfaitement les enjeux régionaux, Pierre Mansat, que tout le monde connaît, qui est maire-adjoint à Paris, et qui travaille plus spécialement sur ces questions-là et notamment celui qui a mis sur pied la conférence métropolitaine, qui a longuement travaillé sur le SDRIF, qui a émis un avis positif, la ville de Paris a émis un avis positif, Pierre Gosnat, je crois que c'est ce soir son conseil municipal, il nous en dira plus, Catherine Couturier, qui est maire-adjointe de Limay, il me semble intéressant qu'il y ait aussi des élus de ce

qu'on appelle la grande couronne, il n'y a pas que la zone de forte densification qui est concernée par les enjeux du SDRIF, c'est l'ensemble de la région, Patrick Jarry, qui est maire de Nanterre, merci de ta venue dans ces locaux, Eliane Assassi qui est sénatrice et qui est élue de Seine Saint-Denis, et qui je crois a un grand rôle dans l'association des élus communistes et républicains de Seine Saint-Denis. Au fur et à mesure évidemment je présenterai ceux qui sont aussi dans la salle et qui je pense demanderont la parole.

Je propose tout de suite de commencer par François qui va nous faire un peu le point des enjeux essentiels et du moment où on en est dans le processus.

François Labroille qui est conseiller régional, élu de Paris.

Introduction de François Labroille, conseiller régional d'Ile-de-France.

Merci de votre venue et de votre réponse à notre invitation.

Gabriel Massou vient de nous dire la raison essentielle de cette initiative.

Nous sommes dans un affrontement extrêmement vif autour du processus d'élaboration et de validation du SDRIF. Ce ne sont pas des conflits ou des concurrences entre instances mais un conflit de conceptions sur le devenir de la région. Nous sommes en pleine enquête publique jusqu'au 8 décembre et il nous a donc semblé indispensable de réfléchir collectivement aux enjeux de cet affrontement afin d'y intervenir jusqu'au bout.

Nous avons besoin d'échanger pour être plus efficaces, pour peser au mieux dans l'immédiat mais aussi pour mieux mettre en perspective ce qui se joue sur le devenir de l'Ile de France.

Pour introduire notre rencontre permettez simplement de proposer **deux repères et de formuler deux questions.**

1 - Notre premier repère est l'appréciation positive que nous portons sur le projet de SDRIF tel qu'il a été adopté après de multiples concertations en février 2007. Le second est que l'offensive de la droite, du Président de la République au ministre chargé des relations avec le Parlement renvoie fondamentalement à des visions divergentes de l'Ile-de-France.

Nous avons diffusé des documents qui formalisent notre analyse : journal du groupe, document de travail...

En quelques mots, je voudrais redire que nous ne nous plaçons pas dans une approche unilatérale d'hyper valorisation ou de dépréciation du SDRIF. Mais dans une approche qui prend en compte des solides résultats à notre implication dans un processus d'élaboration qui a duré plus de 30 mois.

C'est cette complexité qui nous intéresse. Nous avons le sentiment que des idées importantes ont avancé même si nous

savons que tout ne se règle pas dans un document d'urbanisme.

À l'emporte pièces dire que nous pensons avoir contribué à mettre l'accent sur la question des ségrégations, une conception du développement économique adossé à l'exigence des solidarités sociales, un modèle urbain en phase avec les exigences de la crise écologique et énergétique, une dynamique territoriale qui reconnaît le rôle essentiel du cœur de l'agglomération et des pôles de développement solidarissant des territoires.

En même temps nous savons les limites, les ambiguïtés, les incertitudes mais nous retenons avant tout la perception de points d'appui dans la phase actuelle de bataille avec la droite. Les ambitions du SDRIF en matière de logements et notamment de logements sociaux et en matière de transport sont des atouts essentiels pour toutes les batailles à venir.

2 - Notre second repère est de bien mesurer le sens et la portée de l'intervention de la droite.

En soi que le Président de la République s'intéresse au devenir de la région capitale n'est pas scandaleux et que l'État se préoccupe de ses responsabilités pour une région aussi névralgique qu'est la nôtre ne l'est pas plus.

En revanche il nous faut mesurer ce que signifie :

- la tentative du 26 juin lors du discours de Roissy d'évacuer en 20 minutes 30 mois de travaux,
- la tentative du premier ministre d'empêcher la procédure d'enquête publique puis,
- la formulation d'un avis de l'Etat qui rejette de façon extrêmement critique les grandes orientations du SDRIF.

L'habileté diabolique du Président de la République a été au plan médiatique de substituer au débat de fond sur la conception de la Région la question

institutionnelle qui du coup a occupé seule le devant de la scène, en soi, dissociée des enjeux des conceptions du devenir de la métropole parisienne et de la Région. Nous aurons l'occasion d'y revenir, et de diffuser et de débattre des travaux en cours de réalisation, sur la problématique de la gouvernance du cœur de l'agglomération que ce soit au sein du conseil régional ou au sein de la conférence métropolitaine. Mais une question ne chasse pas l'autre.

Ce sont les questions de la Défense et du déséquilibre est/ouest, celles du programme autoroutier, celle du pôle de Saclay qui sont au cœur des litiges explicites avec l'Etat. Elles en recouvrent d'autres plus larges qui renvoient fondamentalement à **la volonté politique de contrarier ou de s'accommoder des ségrégations qui minent l'Ile-de-France.**

Dire cela n'est pas mésestimer les enjeux de développement économique, ceux de la capacité à relever le défi d'une insertion dans la mondialisation, qu'il s'agit non pas de subir mais aussi de réorienter. C'est au contraire porter un vrai projet solidaire. Voilà le clivage qu'il nous faut traiter.

Alors qu'attendons-nous de cette rencontre ?

Nous voudrions entendre vos points de vue, vos perceptions, vos expériences, le sens de vos initiatives dans deux grands domaines. Ce sont donc les deux questions sur lesquelles nous aimerions que portent vos interventions sans prescrire bien évidemment ce que vous aurez envie de dire.

- D'abord la façon dont vous percevez les grandes orientations du SDRIF et cet affrontement avec la droite. À l'échelle de vos engagements militants, politiques, syndicaux ou associatifs, à l'échelle de vos collectivités, de vos territoires, comment se vivent et comment s'expriment les confrontations sur les grands choix d'aménagement. Quelle perception avez-

vous du SDRIF bien sûr mais sur quelles questions se cristallisent les affrontements avec la droite ?

- Ensuite la façon dont se déroulent l'enquête publique et les initiatives que vous avez pu prendre. Nous avons été alertés sur le caractère systématique des délibérations préfabriquées par la droite dans de nombreuses collectivités pour casser le SDRIF. Comment les choses se passent-elles ? Quelle est la dimension publique de ces débats ? Au passage, c'est

une des faiblesses qui nous laissera le plus de remord dans cette mandature que de ne pas avoir pu faire prévaloir dès le départ nos propositions pour impliquer les citoyens à très grande échelle dans ce processus. Comment voyez-vous ce qui peut-être encore fait dans les 15 jours qui restent à l'enquête publique mais aussi dans la bataille politique qui va se cristalliser avec l'échéance des élections municipales ?

Place à cet échange. À vous la parole.

**Intervention de Pierre Gosnat, député
maire d'Ivry-sur-Seine.**

La délibération sur le SDRIF sera proposée au Bureau municipal et au Conseil municipal de début décembre, dans le cadre de l'enquête publique. Un certain nombre d'initiatives publiques sont prises.

On est dans le cadre de l'enquête.

Je me félicite de la rencontre qui a lieu aujourd'hui, qui rentre dans le cadre du processus général adopté par la majorité du Conseil régional en fonction de la responsabilité nouvelle qui lui avait été attribuée dans l'élaboration du SDRIF et, d'une façon particulière, du groupe, des élus de ce groupe, avec les élus communistes en particulier. Il s'agit plus largement d'une contribution à un moment donné où il y a une agression certaine de la droite, des élus de droite, du gouvernement et, de façon tout à fait singulière, du Président de la République. À cet égard, je m'interroge sur la question de la fonction du Président de la République. Je ne suis absolument pas sûr qu'il soit de son ressort de pouvoir intervenir comme ça dans le débat politique sur des questions de cette nature. Il me semble qu'il faudrait que nous portions attention à ce problème-là parce qu'il intervient dans le SDRIF comme il intervient dans d'autres choses,

alors qu'il y a quand même des règles constitutionnelles qui existent, même si nous n'avons pas été de chauds partisans de la Constitution de 58 révisée au cours du temps etc.

Pour autant, je trouve que l'intervention de Sarkozy dans tous les domaines pose de véritables questions et il me semble qu'il faut que nous envisagions tous les recours nécessaires, politiques, juridiques, etc. pour mettre un terme à des abus qui sont de véritables abus de pouvoir. Quant au reste, nous sommes au cœur d'un affrontement sur le devenir de l'Ile-de-France avec une élaboration qui vise à une rupture par rapport à ce qu'ont été les autres schémas d'aménagement. C'est pour cette raison qu'il y a la volonté de la droite de s'y opposer, de maintenir une conception de l'aménagement de l'Ile-de-France qui ne correspond en rien aux besoins réels de la population et aux besoins réels du développement de notre région. Dans cette attaque portée contre le SDRIF, on reste dans les schémas d'aménagement qui privilégient effectivement un certain nombre de pôles tel que la Défense, ça a été rappelé, qui privilégie une conception, je dirais inégalitaire, de l'occupation spatiale, de l'occupation géographique, qui

privilégie le gâchis des espaces, qui privilégie les inégalités géographiques là aussi et qui, en même temps, contribue à maintenir un certain nombre de territoires dans des situations, on peut dire pas forcément de délabrement, mais en tous les cas certainement pas de re-développement. Or, le SDRIF, et c'est ça qui me semble important, va dans un tout autre sens. Il peut y avoir un certain nombre de remarques ; pour autant, la première chose est que ce SDRIF a été placé sous la responsabilité d'une assemblée élue, ce qui n'était pas le cas. Auparavant j'ai eu l'occasion de participer à la réflexion sur celui de 94 qui était géré par l'Etat.

Il s'agit d'un SDRIF qui est géré, piloté maintenant par une assemblée élue, qu'il y a eu des dizaines et des dizaines de rencontres non formelles, je trouve, qui ont apporté des réflexions et qui, au total, aboutissent à des préconisations qui me semblent positives, répondre pour l'essentiel aux besoins exprimés par les populations et aussi par les élus locaux. C'est le cas en particulier de l'idée d'un rééquilibrage complet, pas simplement est-ouest, mais un rééquilibrage en constatant qu'un certain nombre de secteurs de l'Ile-de-France ont été malmenés pendant des décennies et, qu'aujourd'hui, il s'agit de les aider, de contribuer à leur re-développement et, ça, en prenant la totalité des choses, ce qui était le contraire de ce qui avait été fait depuis toutes les décennies, depuis le plan Delouvrier, le SDRIF de 94 etc.

Il faut que nous réfléchissions au fait qu'il faut effectivement re-densifier la zone centre de la métropole parisienne parce que là il y a des déserts, des déserts sociaux, il y a des inégalités sociales et culturelles considérables.

Il faut aussi harmoniser tout cela, en réfléchissant à la question de l'équilibre, du logement, de l'activité économique, des transports et des équipements publics et, à partir de là redéfinir un certain nombre de

priorités en termes d'aménagement, de nouvelles centralités sur le plan de l'Ile-de-France et notamment de la zone métropole. Donc, voilà je crois que c'est cela qui est important et totalement contradictoire avec tout ce qui a été fait auparavant. Moi, ce que je remarque, c'est que malgré un certain nombre de réserves, nous avons donné notre avis dans le cadre de l'élaboration de ce SDRIF ; pour ma part, je suis, en particulier, attaché à tout le secteur de la Seine Amont, donc la partie nord plutôt du Val-de-Marne, le long de la Seine, il y a un certain nombre de choses qui n'étaient pas envisagées et qui le sont, je pense notamment en matière de transport, avec des priorités qui sont affirmées dans le SDRIF.

Une question est quand même posée, c'est celle de l'adéquation du SDRIF avec les moyens afférents. Là, on peut s'interroger ; c'est-à-dire que, quand on voit ce qui ressort du premier contrat de projet, on se rend compte qu'à partir de bonnes intentions qui sont celles du SDRIF, il n'y a pas forcément les moyens nécessaires pour que, immédiatement, il y ait un engagement suffisant permettant d'amorcer une transformation, une autre logique politique.

Cela ne remet pas en cause le projet du SDRIF, ça veut simplement dire qu'il faut que nous intervenions là-dessus, d'autant que l'État n'est pas sans responsabilité, puisqu'on sait qu'il ne respecte pas les engagements qu'il avait initialement pris. Dernière chose pour ne pas allonger, c'est qu'effectivement nous allons continuer à discuter du SDRIF en tant que tel, dans la mairie d'Ivry où sont exposés les panneaux du SDRIF, etc.

Bon, à la question que tu nous posais, la droite locale n'est pas trop vaillante sur une affaire comme celle-là pour une raison simple : c'est, qu'en réalité, quand on est sur le terrain local, on comprend bien que le cadre qui nous est posé par le projet de

SDRIF n'est pas en inadéquation avec nos propres projets et, d'ailleurs, il y a une contradiction, avec en effet, la position de l'État. L'État met en cause le SDRIF ; pour autant, si je prends simplement l'exemple du Val-de-Marne, il a décidé de créer une opération d'intérêt national avec un certain nombre d'objectifs sur lesquels il y a encore discussion. Je pense qu'il faudrait dans ce secteur d'opération nationale qu'on privilégie un petit peu plus l'activité économique plutôt que le logement. Cela dit, on est à peu près d'accord tous ensemble et il y a, par exemple, sur le secteur de l'opération d'intérêt national, douze villes avec des villes dirigées par des

communistes, des villes dirigées par des socialistes, de la droite etc.

Et quand on regarde cette initiative de l'État, il n'y a pas tant de différence, de divergence, avec ce qui est contenu dans le SDRIF, c'est-à-dire qu'il y a une contradiction réelle entre une opération politicienne de l'État mettant en cause le SDRIF et une réalité qui conduit le même État à retenir un certain nombre d'objectifs qui sont globalement ceux contenus dans le SDRIF et qui répondent beaucoup plus aux questions, aux besoins exprimés par les villes, par les habitants et par les élus, toutes tendances politiques confondues.

Intervention d'Eliane Assassi, sénatrice de la Seine-Saint-Denis, présidente de l'ADECER.

« Pour ma part je ne vais pas rentrer dans les détails pour ce qui concerne l'engagement des maires, des élus de la Seine-Saint-Denis pour le SDRIF. Le Conseil général présidé par Hervé Bramy s'est prononcé en faveur du SDRIF. Un travail de concertation et d'élaboration considérable a été réalisé sous l'impulsion de Jean-Jacques Karman, qui sera mieux à même que moi de vous en faire partager le contenu et les enjeux. Et ce travail, c'est fait en partenariat avec nos Conseillers régionaux, notamment Henriette Zoughebi et Jean Brafman.

L'offensive de Sarkozy et de la droite contre le SDRIF est à mettre en cohérence avec l'ensemble de sa politique... Je mets cette offensive aussi en cohérence avec l'offensive médiatique et politique du gouvernement sur la Seine-Saint-Denis. Ce n'est pas anecdotique, depuis la nomination du gouvernement Fillon en mai dernier, il y a eu près de quarante visites ministérielles en Seine-Saint-Denis : je vous rassure pas pour nous annoncer des moyens nouveaux pour répondre aux problèmes des gens. Non. Mais pour

stigmatiser encore plus les quartiers populaires et les populations de nos villes. Mais s'agissant particulièrement du SDRIF, je vois quatre dimensions à l'attaque de Sarkozy et de la droite contre le SDRIF :

La 1^{ère}, c'est son caractère antidémocratique qui pourrait s'apparenter à une tentative de putsch.

Cet interventionnisme et cet autoritarisme contre le SDRIF sont assez incroyables. En une phrase dans son discours de Roissy, Sarkozy efface le travail de concertation, d'expertise, d'élaboration réalisée par la Région, par les élus depuis des mois et des années. Cela en dit long sur les menaces qui pèsent sur notre démocratie, sur l'ensemble de nos collectivités, les départements, les villes, les communautés d'agglomérations, les intercommunalités qui sont autant d'échelon de démocratie et de solidarités. Cela en dit long sur la façon dont le pouvoir de droite en place veut passer outre les élus, les collectivités et au-delà les citoyens. L'exemple de la Réforme de la carte judiciaire n'est sans doute qu'un premier ballon d'essai...

Je crois que nous devons hausser le ton pour alerter les élus et les citoyens de nos villes et nos départements. Osons le dire : **c'est une tentative de putsch sur l'Ile-de-France** que veulent réaliser Sarkozy et la droite.

La seconde, c'est qu'il y a bien sûr une dimension politique à cette tentative de putsch. Il nous faut la voir aussi à l'aune des élections municipales et cantonales de mars prochains : Pour la droite il s'agit d'un enjeu considérable puisqu'elle veut contester le leadership de la gauche sur l'Ile-de-France : La gauche et en particulier le PS dirige : Paris, les Conseils généraux de la Seine-et-Marne et de l'Essonne. Les Conseils généraux du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis sont présidés par nos camarades Christian Favier et Hervé Bramy. La Droite dirige «*« seulement »*» : les Conseils des Yvelines, du Val d'Oise, des Hauts-de-Seine.

La 3^{ème} dimension, c'est l'objectif d'insérer Paris et l'Ile-de-France dans l'Europe des Régions, une Europe de Régions non pas solidaires mais concurrentes entre-elles, dans le cadre de la mondialisation libérale, objectif partagé pour une part par des dirigeants et des élus socialistes.

La 4^{ème} dimension, c'est le contenu de classe de cette offensive : L'objectif de Sarkozy est d'appliquer à l'Ile-de-France la politique ultra libérale et autoritaire qu'il applique au niveau national. Quand il fait son discours à Roissy, Sarkozy le rappelle plusieurs fois, son objectif c'est que Paris reste une Place financière de premier plan ! C'est assez significatif que lorsque Sarkozy cite des villes en exemple c'est Shanghai, Londres ou Dubaï ! Londres la ville la plus chère d'Europe, Shanghai dont on peut être fasciné par les buildings mais certainement pas la qualité de vie et son niveau de pollution, quant à Dubaï, cet

émirat où l'on construit des villes artificielles sur la mer pour les milliardaires de la planète...

Ce n'est donc pas dans l'intérêt des salariés, des familles, des jeunes et des quartiers populaires que Sarkozy veut remettre la main sur l'Ile-de-France, c'est bien dans l'intérêt des grands groupes financiers et du grand patronat.

Dans cette bataille pour (défendre) le SDRIF, c'est-à-dire son contenu démocratique, urbain, social, environnemental et écologique nous pouvons, en pleine cohérence avec notre combat contre les objectifs de la défunte Constitution européenne, et aujourd'hui contre le traité européen, être très offensifs sur notre projet politique pour l'Ile-de-France, pour les Franciliennes et les Franciliens.

Il me semble important de réaffirmer dans le débat public qu'en effet nous voulons une Région leader en Europe pour la démocratie locale, avec ses villes et ses départements, ses intercommunalités... Une Région première en Europe pour les transports en commun publics, une Région première en Europe pour le logement social accessible et de haute qualité environnementale, une Région leader en Europe pour la solidarité, la justice et la mixité sociale, une Région première en Europe pour une densité urbaine vivable et durable. Une Région leader en Europe pour l'emploi et la juste répartition des entreprises sur le territoire. Une Région première en Europe pour la solidarité entre collectivités mais aussi pour la coopération décentralisée, la solidarité internationale et le co-développement.

Intervention de Patrick Jarry, maire de Nanterre (92).

Je voudrais rebondir sur notre débat, sur la manière de l'appréhender pour les habitants ou pour les salariés, voire même pour les élus dans les villes : ramener le débat à un « pour ou contre le SDRIF », chercher à faire « s'intéresser » au SDRIF, je ne crois pas que ça soit la bonne manière.

Je pense que le véritable débat se situe sur les enjeux métropolitains.

Dans le monde d'aujourd'hui, le droit à la ville est devenu un droit insuffisant s'il n'est pas couplé à un droit à la métropole. Le « droit à la Métropole », c'est un droit à la mobilité, évidemment un droit de bouger dans la métropole, un droit d'accéder à ses richesses, aux équipements publics, à la culture, au sport, etc...

Ce n'est pas particulier à Paris : vous le savez, Nanterre a contribué à la création du forum des autorités locales des villes de périphérie, à savoir les villes des banlieues du monde, telles que la métropole de Barcelone, de Madrid, de Rio, de San Paolo, de Berlin, de Londres ; avec les quartiers populaires de ces grandes métropoles, nous avons compris ensemble que la question du droit à la métropole se posait de la même façon dans toutes les banlieues, y compris à Barcelone, qu'on nous présente parfois comme un modèle. Donc, nous essayons de travailler avec la population, avec les habitants, avec les salariés, sur cette question du droit à la métropole pour tous. J'y reviendrai

Je partage beaucoup de choses qui ont été dites jusqu'à maintenant.

Sur l'intervention de N. Sarkozy dans le processus, je pense que, d'une façon générale, la droite est en difficulté. Elle est en difficulté dans le rapport des forces politiques, ce que disait tout à l'heure Eliane, parce que pour la première fois,

depuis plus d'un demi-siècle, il y a un Maire de gauche à Paris, il y a un Président de gauche de la Région Ile-de-France, il y a deux départements qui sont présidés par des élus communistes autour de Paris, l'Essonne est à gauche, la Seine-et-Marne est à gauche. Il n'y a pas eu beaucoup de moments si favorables à la gauche, en tout cas depuis la Libération.

La deuxième raison, c'est qu'elle n'est pas simplement en difficulté dans le rapport de force politique, elle est aussi en difficulté sur les idées ; de ce point de vue, je pense que les révoltes de novembre-décembre 2005 ont joué un rôle important. Peut-être d'ailleurs que ce projet de SDRIF serait différent s'il ne s'était pas appuyé sur le mouvement, si on n'avait pas tenté de traduire ces révoltes dans des propositions politiques.

Et la droite sent bien que sur certaines questions, comme le droit au logement social dans toutes les villes, elle est en difficulté, elle est sur la défensive. Il suffit de voir, par exemple, comment le porte-parole de Sarkozy, qui se présente à Neuilly, essaie de défendre « sa » ville quand il est interviewé à la télé... il dit : « oui, c'est sûr, mais bon voyez, on essaie, on fait un effort, on en construit des logements sociaux, on en construit un petit peu ».

Cela, je le ressens aussi dans mes échanges avec les élus du département des Hauts-de-Seine - ce n'est pas le même cas de figure qu'en Seine Saint-Denis... Ce matin, j'étais avec P. Devedjian, je trouve que la droite des Hauts-de-Seine n'est pas gaillarde, sur la défensive, elle n'accepte pas cette question du droit au logement pour tous, cette idée qu'on puisse habiter partout.

Elle n'est pas non plus sur une autre idée qui me semble fondamentale, à savoir à quoi sert tout cet immense potentiel

économique de la Région Parisienne ? À quoi il sert ? Et à qui il sert ?

Le débat concerne la Défense bien sûr, je leur dis bien souvent que ce n'est pas parce que l'on va « ajouter des tours aux tours », avec le plan de relance, que la Défense et la région Ile-de-France vont devenir plus compétitives à l'échelle internationale. Il ne faut pas seulement tenir compte du nombre de mètres carrés de bureaux... Lorsque l'on regarde bien, il existe deux villes en Europe qui sont comparables au nombre de mètres carrés de bureaux en stock, il y a Londres, et Paris et sa région. Les autres villes, Barcelone, Madrid, même Bonn, Berlin, représentent des chiffres dérisoires à côté du potentiel parisien.

Alors, comment on mobilise cet immense potentiel de richesses pour mettre des territoires en cohésion sociale, pour porter de l'inclusion sociale ?

Quels sont ces territoires autour de la Défense ? C'est d'abord Nanterre, or à Nanterre, un enfant sur quatre vit dans une famille pauvre au sens de l'Insee. Alors qu'on est aux pieds de la Défense...

D'ailleurs, devant les tours de la Société Générale, vous avez ce qu'on appelle les tours Aillaud, ce sont 1 400 HLM connaissant des niveaux de pauvreté, de difficulté sociale, équivalents à ce qu'on trouve en Seine Saint-Denis. Voilà : la réalité, c'est d'abord ce territoire-là, mais c'est aussi bien plus que cela. C'est évidemment la boucle-nord de la Seine vers Gennevilliers, et c'est le territoire de Seine-Saint-Denis, Plaine Commune, etc.... Tous ces territoires sont extrêmement proches : ils paraissent éloignés, compte tenu de la nature des transports, mais en réalité ils sont extrêmement proches dans l'espace.

Je partage beaucoup d'idées émises aujourd'hui, toutefois je pense qu'il ne faut pas que nous nous laissions enfermer dans deux débats où l'on cherche à nous enfermer. Le premier c'est pour ou contre

le « Grand-Paris ». Tout le monde peut aisément convenir qu'il faut essayer de trouver un cadre, ou des cadres institutionnels dans lesquels évidemment un certain nombre de choses puissent se mener, puissent se discuter, puissent évoluer.

Or, on voudrait essayer de présenter éventuellement les élus comme défendant leur territoire, leurs prérogatives, etc..., mais je ne pense pas que nous-mêmes, avec nos sensibilités, soyons sur des idées comme celles-là.

Evidemment le terme de « Grand-Paris » ne convient pas, parce que « Grand-Paris », c'est une expression qui nie l'identité des autres. « Grand-Paris », ça signifie : on déplace les frontières, et on décide que jusque-là c'est Paris... Mais tout cela, c'est nier les identités des autres, et la meilleure manière de nier quelqu'un, c'est de ne pas donner son nom.

Quand je dis préférer « Paris-Métropole » ou « Paris-Périphéries » au pluriel, ce ne sont pas des coquetteries, mais parce que les mots ont un sens.

Deuxième débat dans lequel on veut nous enfermer, c'est « pour ou contre le développement de la Défense ».

Mais là, c'est pareil, ce n'est pas cela le débat. Il y a d'ores et déjà aujourd'hui 3 millions de mètres carrés à la Défense. Sur les 7 communes qui ont une frontière avec la Défense, il y a 350 000 emplois, avec ce qui est annoncé ici ou là, il y en aura 400 000 dans les années qui viennent. Alors, la vraie question, c'est de savoir à quoi sert cet immense potentiel économique ? Est-ce que l'on cherche plutôt à créer de la solidarité, à mettre de l'inclusion sociale, de l'inclusion des territoires ? Est-ce qu'on cherche à mettre les territoires en co-développement ? Est-ce qu'on essaie de brancher Nanterre-la Défense avec Saint-Denis/Plaine-Commune, pour effectivement faire du co-développement ensemble, de l'activité et

des échanges culturels, sociaux, au-delà des échanges économiques ?

Alors, évidemment, cette bataille est rude, d'abord parce la Droite est au pouvoir.

Je pense qu'il faut travailler sur ces enjeux métropolitains, parce que le territoire de vie des gens, ce n'est pas simplement leur ville, ce n'est même pas simplement leur département, c'est toute la métropole, et pas simplement pour le travail.

Nous avons fait des expériences avec des jeunes, à l'occasion du FALP : on avait équipé des jeunes, volontaires, avec des GPS, pour voir comment ils se déplaçaient toute une semaine, comment ils accédaient aux territoires, et à quels territoires ils accédaient. On voyait bien qu'en réalité ils avaient des territoires d'usage, qui ne sont absolument pas le territoire de la ville, ni le département.

Il existe une vraie cohérence dans leurs déplacements : le Châtelet, par exemple, est un point de rencontres, de vie de la banlieue, et des jeunes de la banlieue, avant même d'être un quartier de Paris. C'est ça le Châtelet, et c'est aussi un lieu de transport en commun.

Maintenant, il faut travailler, évidemment, contre cette tentative de contre-offensive. Certains rendez-vous ont été donnés, des fenêtres qui existent dans le processus du SDRIF lui-même.

Et puis, il y a la perspective du comité interministériel d'octobre 2008, dont évidemment, nous entendons déjà parler à Nanterre. Je dis « évidemment », car – et cela a été dit tout à l'heure – les Opérations d'Intérêt National font l'objet d'une attention particulière, et nous en avons une, importante, à Nanterre.

Nanterre est historiquement dans l'ensemble du pôle de la Défense, puisque quand elle a été créée en 58, la majorité de son territoire était située sur Nanterre : 600 hectares, alors que la ville de Nanterre compte 1 200 hectares, se trouvaient dans le pôle de la Défense.

On a alors mené une bataille de près de 50 ans, avec des moments forts dans les dernières années : d'abord pour ne pas être l'arrière-cour de la Défense puis, dans un deuxième temps, pour avoir le droit à développer notre territoire sur d'autres bases que le simple développement du quartier d'affaires. Nous avons finalement gagné notre combat, en profitant du gouvernement Jospin et de Jean-Claude Gayssot, alors ministre. Nous avons obtenu la création d'une opération internationale uniquement sur Nanterre, avec un établissement public uniquement sur Nanterre, et dont le Président est le Maire de Nanterre.

Mais on sent bien, et je terminerai là-dessus, que depuis six mois, nous ne sommes plus ni dans la même configuration qu'en 2000, lors de la création de l'établissement public d'aménagement Seine Arche, ni même dans le dernier quinquennat de Chirac.

On sait d'ores et déjà, c'est écrit dans la presse, et ça fuit un peu, que N. Sarkozy et P. Devedjian travaillent sur des alternatives. Peut-être même sur une évolution du plan de relance de la Défense tel qu'il a été voté, tel qu'il a été développé, d'ici ce rendez-vous d'octobre 2008 du comité interministériel.

Et pour terminer, je rebondirais sur la question du logement évoqué plus tôt : arriver à porter, si possible à l'échelle de la métropole, des actions sur les questions du logement et notamment du logement social, me semble tout à fait évident.

C'est d'autant plus important que le risque existe de se retrouver dans les 15/20 ans qui viennent avec un déficit de 250 000 logements sur la région parisienne dense. En clair, cela crée les conditions d'un retour aux bidonvilles. Bidonvilles sous la forme des cartons et des tôles, ou de l'auto-construction - parce qu'il y a d'autres formes de bidonvilles que celles qu'on caractérise habituellement.

On est reparti pour cela, si on ne bouge pas à l'échelle où on est.

Je trouve donc tout à fait intéressante l'idée d'essayer de monter des initiatives de lutte

Intervention de Catherine Couturier,
maire-adjointe de Limay (78).

Avant tout, je voudrais resituer le contexte des Yvelines. Si effectivement, le département est l'un des plus riches de l'Ile-de-France, pour nous élus communistes, il reste très pauvre. En effet, nous sommes une centaine d'élus dans l'ADECRA, deux conseillers régionaux, deux conseillers généraux et trois villes. Il faut avoir ces éléments en tête, parce que ça justifie notre difficulté à s'emparer de la question du SDRIF.

Je le dis clairement, sur les Yvelines, le SDRIF reste un débat de spécialistes. On n'a pas été en capacité d'organiser 150 rencontres comme dans le 93. Dans la ville de Limay où je suis élue, j'en ai fait l'expérience lors de la révision du plan local d'urbanisme. On avait l'occasion de d'aborder ces questions, mais le SDRIF pour nos concitoyens ça leur passe au-dessus de la tête. Quant aux élus de notre groupe, ils ont eu du mal à s'investir sur les enjeux du PLU, alors le SDRIF, je n'en parle même pas ! Limay, c'est loin dans les Yvelines et c'est loin du cœur de Paris. Rouen est à égale distance et c'est une réalité, voilà pour resituer le cadre.

Sur les Yvelines, l'attitude de la droite est menée par Pierre Bédier. Chiraquien, il a pendant la campagne des présidentielles jamais officiellement annoncé qu'il soutenait Sarkozy.

Concernant le SDRIF, il a déclaré dans la presse locale : « si ces infrastructures « C13 F13 nouvelle voie de la vallée de la Meandre, A104 A12 » sont clairement inscrites au SDRIF, je le ferai voter, même si par ailleurs les objectifs de construction

populaire, ancrées sur les préoccupations des gens à l'échelle de la métropole et où chacun tente d'apporter.

Je vous remercie.

de logements avancés par la Région pour les Yvelines ne me paraissent pas réalistes, je ne me fâcherai pas pour autant ». En ce qui concerne les transports en commun, il n'est pas en désaccords avec la Région. Voilà, la réalité, c'est le positionnement de Pierre Bédier et je laisserai à Jacques Saint-Amaud, qui est conseiller général et le maire de Limay expliquer comment ça s'est passé au sein du Conseil général des Yvelines.

L'autre positionnement de la droite sur le département vient des élus au sein du PNR. Il y a un fort désaccord avec le SDRIF, concernant l'axe ferroviaire Paris-Londres, qui passe en plein milieu du PNR. Pour eux, c'est en contradiction avec la chartre. Du côté de Mantes-la-Ville et des Mureaux, là où il y a eu des débats autour du SDRIF, la droite a par ailleurs voté pour, à partir de réalités locales à régler. Alors, je voudrais juste attirer l'attention, et je m'interroge, sur un certain nombre de mots, quand on dit : « on a travaillé sur les inégalités », alors oui à l'échelle de l'Ile-de-France, mais je pense qu'il y a une nécessité de regarder les inégalités par territoire au niveau des départements. Si, je prends la Vallée de la Seine, on constate depuis plusieurs années une désindustrialisation. C'est devenue une poche de pauvreté, et là on a réellement besoin de travailler les questions développement économique sur ce secteur. Malheureusement on est plutôt sur une urbanisation de ce secteur, puisque l'OIN de Pierre Bédier, c'est essentiellement la construction de logement. Il a fait une

petite dose de développement économique, essentiellement à Limay avec le port et à Achères avec le port. Ce sont les deux villes communistes qui sont dans l'OIN.

Je pense qu'il y a besoin de travailler concrètement à partir des territoires, là où on est.

Je comprends très bien l'enjeu sur la question du droit à la métropole, et je suis persuadé qu'il est nécessaire de travailler là-dessus.

Intervention de Pierre Mansat, maire-adjoint de Paris.

Il me semble que c'est Gabriel Massou, dans une réunion récente, qui disait, on a un problème dans cette région, on a du mal à faire émerger la confrontation entre les conceptions de droite et les conceptions progressistes de la région, de la ville, du développement.

L'offensive de droite très puissante contre le SDRIF - dont vous avez exposé les caractéristiques progressistes - , est une occasion de faire prendre position autour de l'enquête publique sur ce qui fonde ces affrontements. C'est ce qu'on essaie de faire à travers ces initiatives, parce qu'on a du mal parfois à repérer spontanément les clivages, parce qu'en général tout le monde parle sur le développement, sur sa ville, sur ses territoires, avec les mêmes mots. Personne ne revendique une logique inégalitaire et tout le monde est solidaire Je ferai donc deux ou trois propositions sur quelques angles d'attaque que l'on pourrait peut-être privilégier pour identifier notre projet.

En fait, derrière ce discours, et puis derrière les politiques menées par les collectivités, on peut se demander s'il ne faut pas réinterroger le SDRIF. Est-ce qu'il n'est pas en deçà des risques qui menacent la Région Ile-de-France ? C'est-à-dire des risques inhérents au phénomène de métropolisation dans le cadre de la

J'insisterai particulièrement sur la question du rééquilibrage, surtout celle du développement économique. Il faut travailler des priorités de développement, parce que je trouve que le mot rééquilibrage pas très adapté, si on le regarde à l'échelle de l'Ile-de-France, est-ouest, ce n'est pas suffisant. Il est nécessaire de procéder à un rééquilibrage à l'intérieur de nos départements.

mondialisation capitaliste, avec ce qui relève des faits et ce qui ne relève pas des volontés politiques.

Je voulais dire un mot des conséquences. Les conséquences, c'est quoi ?

- C'est de la spécialisation, du développement qui s'appuie tout le temps comme vient de le dire le Maire de Limay, toujours sur les mêmes principes de développement, souvent en laissant les populations qui habitent les territoires en dehors, parce que pour accéder au high tech, aux emplois du high tech il faut quand même avoir certaines qualifications, ce n'est pas le cas partout.

- Ce sont des phénomènes qui sont mondiaux, dans toutes les métropoles il y a ce type d'argumentation, ce type de développement, qui laisse les gens sur le carreau, même si ça produit un peu de croissance apparente.

- C'est peut-être aussi l'autonomie. Ce que tu viens de dire sur la recherche d'alliances Yvelines, Hauts-de-Seine. Mais est-ce que ce n'est pas un risque extrêmement fort, derrière le discours général de bien commun ou d'intérêt général de la Région, en fait, un égoïsme extrêmement fort et des stratégies d'autonomisation vis-à-vis de politiques publiques générales ? Est-ce que ce n'est pas ce qu'ils recherchent aussi ? C'est-à-dire de se donner la capacité d'avoir des politiques qui sont autonomes

par rapport à l'intérêt général et d'avoir leur conception du développement qui est complètement égoïste. La Défense, en est le plus bel exemple, avec tous les moyens, les moyens de l'État et les alliances des uns et des autres, cela doit nous interroger sur ces mécanismes, d'autant que je trouve dangereux qu'on n'y échappe pas tous.

L'idée de la concurrence est assez présente dans beaucoup d'endroits qui ne sont pas forcément dans des collectivités pilotées par la droite. On se retrouve parfois dans des situations de concurrence en matière d'infrastructures, en matière de recherche d'emplois, tout le monde court derrière les mêmes entreprises, donc ce sont bien des questions qui interrogent le type même de développement.

Je veux dire qu'il faudrait qu'on arrive à repérer ce qui peut être populaire dans le sens de la prise en compte par le plus grand nombre d'objectifs, qui permettraient de contredire ces mouvements-là. C'est ce qu'on recherche là, avec la campagne autour du SDRIF. Cela a été dit par plusieurs intervenants de défense du SDRIF autour de sujets qui sont parfois un peu compliqués à comprendre par les citoyens. Essayer de faire émerger des objectifs qui pourraient s'identifier à la conception que porte le SDRIF aujourd'hui, des objectifs très concrets, des objectifs qui pourraient être fédérateurs, pas seulement d'une partie de ce territoire, mais que l'on pourrait travailler, identifier, comme étant fédérateurs et utiles pour tout le monde, même s'ils sont localisés à un endroit particulier.

Là, je prendrais un seul exemple, l'affaire du métro que vous appelez arc express, à la Région, Métrophérique dans une version, Orbival dans le Val-de-Marne ou ailleurs. Est-on, dans la Région Ile-de-France, le tiers du PIB national, la deuxième, troisième ou quatrième région plus riche du monde, oui ou non capable de faire autant d'infrastructures de transport qu'au début du siècle ou dans les années 70 ? Est-on capable d'en faire autant qu'à

Madrid ? En effet, Madrid a dépassé l'Ile-de-France pour le kilométrage de métro en longueur. Donc dans cette région, où il y a autant de richesses accumulées, on n'est pas capable de produire des infrastructures, dont on sait qu'on en a besoin si on veut que cette région soit vivable simplement du point de vue de la qualité de vie quotidienne, du point de vue des enjeux climatiques, énergétiques, et du point de vue du développement même en matière de création de richesses.

Cela ne s'oppose pas à toutes les autres nécessités de réseaux de transport, de ligne ici, de radiale là, de barreau, de tangentielle, etc... Y a-t-il un moment où l'intérêt collectif de l'ensemble arrive à se dire, l'infrastructure de transport est fondamentale si on veut atteindre ces objectifs. Je pense que c'est ce métro en rocade à quatre, cinq, six, sept kilomètres de Paris, qui est essentiel sinon, on va vers un handicap majeur. Aujourd'hui, les financements que l'on prévoit en matière d'infrastructures de transports sur les 40 ans à venir, il faut peut-être, les faire sur 10 ans. Cela a été fait dans d'autres périodes où la richesse produite était quand même inférieure.

La deuxième remarque c'est autour du développement.

Je pense qu'il ne rend pas bien compte de nos objectifs, d'abord parce que déséquilibre et inégalité ce n'est pas la même chose. Il y a des choses qui sont déséquilibrées, elles ne sont pas pour autant inégalitaires. Il y a des endroits où se développent plus d'emplois que d'autres, des endroits où la nature est plus belle que d'autres, enfin bref. Donc, la question n'est pas tant dans le rééquilibrage, mais dans le développement partout de l'emploi pour tous.

Quand on dit rééquilibrage, on dit qu'on ne veut pas que ça continue de se développer à la Défense. Ecoutez, on s'inscrit quand même dans l'idée que le développement il est limité, qu'il y a un gâteau à se partager donc on le partage un peu plus à l'est, un

peu moins à l'ouest. Je pense que ce n'est pas à la hauteur de ce qu'on veut inscrire comme conception en confrontation avec les conceptions dominantes aujourd'hui.

Et puis je dirai qu'il y a des sujets, je ne sais pas si ce sont des sujets qui fâchent, mais je suis pour Charles de Gaulle express. Je suis résolument pour faire une ligne de transport direct, express, peut-être avec un arrêt, comme disait Jean-Jacques Karman, à Villepinte, qui est un lieu important de développement de Seine Saint-Denis. Il me semble invraisemblable que dans un aéroport qui accueille 70 millions de passagers par an, et qui en accueillera 100 millions dans 25 ans, il n'y ait pas des conditions de transport qui soient au niveau nécessaire. On est toujours dans le même débat, si on oppose évidemment, si on dit c'est ça et si on laisse des centaines de milliers de personnes galérer dans le RER B ou dans la ligne 13, évidemment la discussion est close, mais on retombe sur la première question, est-ce qu'on est oui ou non dans la deuxième, troisième, quatrième région plus riche du monde ? Si c'est le cas, il faut bien poser la question de la richesse et du partage de la richesse.

Ce serait peut-être le dernier enjeu qui nous concerne tous, qu'on soit au cœur du débat de la métropole ou de Paris, la question de cette double exigence, intervention de l'État, d'une certaine façon tant mieux, dans des conditions peut-être qui sont à réexaminer. On est dans un pays décentralisé, donc l'intervention de l'Etat ne peut pas être la même que dans un pays centralisé. Mais, s'il y a intervention de l'État au sens de portage de l'intérêt collectif et de l'intérêt général et pas seulement celui de l'Ile-de-France et de l'intérêt national, pourquoi pas ?

Et ça veut dire évidemment les financements, ça veut dire l'engagement de l'État autour de ce que je viens d'évoquer, donc de sujets qui pourraient réunir, et qui pourraient unir tout le monde, qu'on soit à

Paris, dans le cœur ou dans la grande-couronne. Et puis, il y a le partage des richesses. Il y a deux départements Paris et les Hauts-de-Seine, qui accueillent 30 % de la population d'Ile-de-France qui reçoivent 50 % du produit de la taxe professionnelle. À l'intérieur des départements, il y a des inégalités qui sont considérables, malgré les mécanismes de péréquations. Donc là aussi, est-ce que l'enjeu progressiste ce n'est pas de poser la question de cette nouvelle répartition des richesses, à partir du moment où l'on est d'accord avec ce que disait Patrick Jarry sur la question. Ce n'est pas une addition de territoires, une addition de collectivités, mais bien une métropole qui fonctionne de façon extrêmement imbriquée et dont les capacités rejaillissent sur tous, les infrastructures peuvent être bénéfiques à tous, pas seulement au territoire sur lequel elles sont localisées. Je pense que c'est un combat progressiste d'aujourd'hui, que de poser la question de nouvelles répartitions des richesses dans cette métropole. Evidemment, je parle pour Paris, encore faut-il définir des mécanismes progressistes de cette nouvelle répartition et pas de la captation toujours en faveur de projets qui ne seraient justement pas d'intérêt général.

Et puis ma dernière remarque c'est sur l'idée de la métropole.

Je suis aussi d'accord avec Patrick, la question de la métropole pose une question démocratique extrêmement importante. Si elle est telle qu'il l'a décrite tout à l'heure et s'il y a des enjeux à ce niveau-là, on est bien obligé de se poser la question de la démocratie à cette échelle, et pas seulement comme le résultat d'une démocratie additionnée dans des collectivités, communes, intercommunalités, départements, régions.

Donc la question de la démocratie et de la place des citoyens à cette échelle, doit être posée par les progressistes. C'est dans ce sens que je suis pour ce qu'on appelle maintenant Paris-métropole. Même si le

grand-Paris, pour ouvrir le débat là-dessus, n'était pas aussi connoté et ne voulait pas dire, dans l'esprit de ceux qui l'utilisaient, dans les années 20, 40, 50, même de la part des élus communistes à cette période-là, domination, ça voulait dire une autre façon de voir le territoire.

L'idée de Paris-métropole, comme il y a un grand Lyon, un Lille-métropole, un Marseille-métropole, est une question à laquelle on n'a sans doute pas toutes les réponses aujourd'hui, mais auxquelles les progressistes doivent se confronter sinon effectivement on aura les réponses

autoritaires. On aura les réponses qui vont dans le sens de la mobilisation des moyens autour des objectifs qui ont été décrits. C'est-à-dire une métropole, inscrite dans une compétition mondiale, ultra-libérale, qui va même jusqu'à définir la forme que doivent prendre les immeubles pour incarner cela. Si vous écoutez Sarkozy, il explique que la tour doit être le symbole de cette métropole, gagnante dans la mondialisation. Voilà, ça va jusqu'à ce détail-là.

Intervention de François Labroille.

Ces débats sont toujours très stimulants, productifs pour progresser ensemble.

J'en retiens d'abord que le défi n'est pas de décliner passivement le SDRIF pendant 25 ans, mais de s'appuyer sur les débats qui se sont cristallisés à l'occasion de l'élaboration du SDRIF et qui se cristallisent dans cette bataille politique sur un projet progressiste, comme l'a rappelé Pierre Mansat.

Dans ce cadre, je pense que se pose la question des forces qui peuvent contribuer à ce type de projet, le porter, le faire vivre dans des luttes. Et de ce point de vue là, je pense que nous vivons cruellement un déficit d'investissement des forces syndicales et associatives. L'appropriation de ces débats reste assez technocratique, alors qu'ils sont les plus politiques qui soient. Même si nous retrouvons ici quelques amis, des militants associatifs, nous n'avons pas réussi à impliquer les forces syndicales par exemple comme nous l'aurions souhaité. Quand on prend cette question du logement, qui devrait être au cœur des batailles syndicales aujourd'hui, puisqu'on sait que dans notre région la plupart des salariés, des jeunes salariés notamment, ne peuvent plus accéder au logement, compte tenu des mécanismes de

spéculation du marché, d'augmentation du prix du foncier.

L'autre enseignement que je retiens est l'importance de cette question de la métropolisation avec sa dimension institutionnelle. Des choses excellentes ont été dites, par plusieurs des intervenants et j'ai été par exemple très intéressé par l'éclairage apporté par Patrick Jarry. Il se produit une forte accélération du débat. Avec une petite pause avant les élections municipales, sans doute, mais des choix majeurs vont être tranchés dans les mois qui viennent et cela aura une aussi grande portée que les grandes réformes administratives de 64. Cela va peser énormément, dans un sens ou dans un autre. Il est un peu gênant que le camp progressiste, pour l'instant, ne propose pas vraiment de vision commune cohérente.

Il faut savoir que la commission qui vient d'être mise en place par le Conseil régional, devrait déboucher au printemps sur un positionnement de la Région. Plusieurs Conseils généraux ont déjà été auditionnés, et ce matin, Patrick Braouzec l'a été au titre de Plaine Commune avec un point de vue intéressant - que je ne partage pas nécessairement - mais qui ne ressemble

pas tout à fait à ce que je viens de lire dans *Projet pour un autre Paris*, qui a été fait par les communistes parisiens. Quant à mes amis politiques, pour l'instant un peu dispersés, ils ne savent pas encore comment prendre de tels sujets. Il s'agit pourtant d'une question démocratique majeure. Il ne faudrait pas la traiter le dos

au mur, alors que si on articule bien ce qui a été dit des grands enjeux métropolitains, sans s'enfermer dans des entrées localistes, et avec une vision démocratique de réappropriation de la chose publique, nos sensibilités politiques pourraient être très en avance par rapport à d'autres.

Le mot de la fin par Gabriel Massou.

Ce n'est pas une conclusion, mais quelques mots.

Je partage ce que disait Patrick Jarry, sur la contre-offensive de la droite. Il y a eu quelques débats, y compris ici. Moi, je pense que l'offensive de Sarkozy fin juin, se fait sur une situation où en Ile-de-France, au-delà du rapport de force politique et des collectivités que les uns et les autres dirigent, la droite a été mise en difficulté, sur la construction de cette réflexion du devenir de notre région.

Durant ces 30 mois de travail nous n'avons pas réussi à construire un débat citoyen, mais on le voit bien encore aujourd'hui l'ampleur de la difficulté, quand on essaie de se « coltiner » cette question, il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton, pour rendre ces questions-là populaires et peut-être qu'on a du mal à les rendre populaires, j'y reviendrai, parce que je crois qu'il faut qu'on y arrive.

On n'est pas sur du débat technique ou technocratique, on est sur du débat d'enjeu pour les vies des uns et autres demain dans cette région. Je crois que c'est sur la base de cette difficulté que la droite est montée au créneau. Elle est en difficulté sur les contenus, elle a été en difficulté sur la méthode, parce que beaucoup d'élus de sensibilités diverses se sont associés à la construction, y compris l'appareil d'Etat.

Beaucoup de réunions se sont tenues sur la construction du SDRIF, avec le Préfet de région précédent, les services de la DRE

qui étaient partie prenante de la réflexion sur le SDRIF.

J'ai parlé de coup d'état, c'est peut-être un peu dur, ça semble peut-être survaloriser les aspects démocratiques, mais quand même, la droite n'accepte pas que s'installe une réflexion durable en Ile-de-France, qui contrarie sa vision du développement de la société, telle qu'elle le conçoit, et je pourrais prendre de multiples exemples, où ce que fait Sarkozy au Gouvernement est complètement en phase avec sa volonté de casser le SDRIF. Mais on n'est pas au bout de cette bataille, s'ils sont en contre-offensive, c'est qu'ils sont en difficulté, d'où l'énergie qu'ils mettent pour mobiliser..., ayons en tête quand même qu'il y a 2010 à l'horizon, qu'il y a des échéances municipales en mars, qu'on a ici un ministre qui veut être celui qui va battre la gauche en Ile-de-France, donc il y a des stratégies électorales.

Il y en a qui se bougent parce qu'ils sont boostés par des stratégies électorales, mais quand même, ils ont du mal à mobiliser.

Le débat il faut l'avoir, on est au niveau élu, dans les villes, c'est là qu'il y a des délibérations.

Je vous donne un exemple, il y a des villes où les élus de l'opposition de droite votent les délibérations proposées par les majorités de gauche, c'est le cas à Bagnaux, par exemple, dans les Hauts-de-Seine, et ce n'est pas une délibération qui en rabattait sur son appréciation sur le

SDRIF. Elle re-pointait des enjeux, elle était positive, mais en même temps une fois que l'on met le contenu, c'est difficile pour un élu, qui n'est pas, je dirais aux ordres, de dire je vote contre, alors qu'on lui fait la démonstration que ce SDRIF pour les populations de sa ville est quand même en phase avec ce dont elles ont besoin.

Moi je vois dans ma propre ville, où je suis élu d'opposition à la droite, le débat sur le contenu a été refusé, donc on est avec des élus qui font le forcing pour obtenir le maximum d'avis négatifs, sans que le débat dans leur propre majorité ou parmi les élus de droite ait réellement eu lieu. On est donc dans une bataille qui a une dimension très politicienne, mais sur une base d'enjeu, de devenir.

Je ne crois pas qu'il faille partir avec l'idée que tout cela est plié, on peut obtenir que le SDRIF continue de vivre, parce que l'enjeu est là. Sarkozy ne voulait pas d'enquête publique, il dit en gros, rangeait votre document et on décidera de l'aménagement de l'Ile-de-France en octobre 2008, par un comité interministériel d'aménagement. Ils n'ont pas abandonné cet objectif, il sera plus compliqué à faire si on continue à faire monter la pression sur le SDRIF.

C'est quoi la pression sur le SDRIF ? Il ne s'agit pas de compliquer. Il y a une enquête publique, donc il y a des actes collectifs dans les communes, donc des délibérations à faire voter là où ce n'est pas encore fait.

Il y a aussi des actes individuels, on peut toujours jusqu'au 8 décembre, chacun, aller dans les lieux de l'enquête publique, et dire ce que l'on pense du SDRIF. On n'est pas que dans l'appel incantatoire, il faut le faire nous aussi. Je vous garantis qu'il y a des coins d'Ile-de-France, où les chambres patronales prennent par la main des forces sociales pour aller les faire témoigner sur les cahiers d'enquête. Donc il ne faut pas que l'on soit angélique face

au comportement des uns et des autres. Je crois que cela comptera.

Mais le 8 décembre ce n'est pas la fin de tout, mais ça compte. Il reste encore quand même quelques jours pour aller peser, et je crois qu'à l'arrivée le commissaire enquêteur sera obligé de tenir compte de la diversité des opinions, il ne peut pas avoir comme seules opinions, celles des municipalités de droite ou des chambres patronales.

Deuxième aspect sur ce débat gauche droite.

Le SDRIF permet d'engager, ça été dit, un vrai débat sur une conception différente de l'aménagement et du devenir de la Région, y compris sur le terrain sur lequel ils veulent nous placer, qu'on ne serait pas des porteurs d'ambition pour cette région, sur le plan de son développement, sur le plan de l'emploi, sur le plan économique.

Il faut revenir sur ce qui fait l'attractivité de la Région Ile-de-France.

Toutes les enquêtes le montrent, y compris à l'étranger, c'est la qualité de vie, c'est la qualité de formation, c'est la qualité des habitants de l'Ile-de-France, c'est la qualité de l'ensemble des infrastructures existantes en Ile-de-France qui aujourd'hui font l'attractivité principale de l'Ile-de-France, donc c'est en continuant à travailler cette qualité-là qu'on rend l'Ile-de-France plus attractive.

La droite est dans une logique où pour eux l'attractivité de l'Ile-de-France, c'est de libérer les contraintes, de donner plus de marge, au patronat, à ceux qui ont des moyens de financement aujourd'hui. C'est la même logique que nationalement quand ils font 15 milliards de cadeaux à ceux qui ont le plus de moyens.

Ils pensent que pour le pays et son devenir, il y a trop de contraintes, le capital est trop bridé, et en Ile-de-France pas possible qu'il y ait un SDRIF demain qui bride ce type de développement.

Le SDRIF fait le choix de la priorité aux populations, pas pour empêcher le développement ; mais pour être sur un type de développement différent.

Et ce débat-là, il est intéressant parce que si on arrive à le caractériser de cette façon-là, derrière tout ce qu'ils peuvent dire, il y a ça. Moi j'ai un Maire qui dit, écoutez ! les hommes d'affaires, quand ils viennent en Ile-de-France, ils n'ont pas de temps à perdre, donc ils atterrissent à Roissy, il faut qu'ils aillent à la Défense rapidement et donc il faut un CDG express.

Donc ce n'est pas que la concurrence RER B/CDG express qui me pose problème, elle me pose problème en terme de moyens, mais y compris avec des moyens, c'est un type d'aménagement, qui pense qu'il y a une partie de la population qui pour le développement de l'Ile-de-France doit avoir une qualité de déplacement, de vie différente de la masse de la population.

Je pense que l'on est sur un sujet de société qui demande à être travaillé, je ne pense pas qu'une métropole, pour se développer, a besoin que ceux qui ont le plus de moyens en termes de pouvoir et de richesse doivent avoir des conditions de déplacement qui nient ceux des populations ou qui s'opposent à ceux des populations.

Et on est sur ce type de débat. Je peux prendre cet exemple mais il y en a de multiples. C'est le même type de débat, sur l'absence de logements sociaux à Neuilly.

On a une cohérence qui est en train de se construire, c'est deux oppositions de projets.

Et j'ai une dernière satisfaction sur le SDRIF, comme élu et comme militant, c'est que je trouve, qu'on est en train de faire la démonstration qu'on peut être sur le développement, l'intérêt des populations, le logement, les transports, la qualité de vie, et être en préoccupation du devenir de la planète.

Or on sort d'une période, où sur toutes les questions environnementales, écologiques, de développement, la pression était forte

pour les opposer, en faire des contraintes pour les individus.

Je pense qu'on est en train de construire un type de développement où on peut faire la démonstration que la limitation de l'émission de CO2, la préservation de la planète, la préservation des zones rurales en Ile-de-France, pour revenir à des productions alimentaires utiles, ne sont pas des choix qui s'opposent au développement de la région, mais au contraire sont indispensables pour le développement et l'attractivité de la région.

Et ça ce sont des débats qui sont intéressants, parce que c'est des cohérences, où quelles que soient nos sensibilités on a besoin de travail si on veut reconstruire ces cohérences-là, où il n'y a pas d'un côté ceux qui sont pour le social, de l'autre côté ceux qui sont pour l'environnemental, de l'autre côté ceux qui sont pour le développement économique, il y a une cohérence globale progressiste à reconstruire sur ces questions en Ile-de-France et j'ai envie de dire dans le pays aussi.

De ce point de vue là, le SDRIF est un document, qui n'est pas parfait, mais qui a réussi ici à rassembler des sensibilités très diverses au départ, qui pouvaient penser qu'elles n'arriveraient pas à construire un document commun, on y est arrivé, on n'est pas encore sans doute au bout sur toutes les questions, mais il y a des pistes qui montrent que l'on peut travailler à une cohérence de projet qui peut mettre en difficulté la droite et donc la battre.

Je terminerai là-dessus parce que je trouve que comme militant, ça donne de l'enthousiasme pour des engagements sur l'ensemble des causes, pas éparpillées mais en cohérence, et donc sur un projet.

Merci.